

## Les leçons de la catastrophe

Critique historique de l'optimisme postmoderne

Jean-Baptiste FRESSOZ

**Plus les catastrophes se répètent et moins nous semblons en mesure d'en tirer les leçons. Notre foi dans le progrès et notre souci de la rentabilité économique sont tels que, contrairement à ce que prétend le discours postmoderne, nous ne sommes pas sortis des illusions de la modernité.**

« Il faut fonder le concept de progrès sur l'idée de catastrophe.  
Que les choses continuent comme avant, voilà la catastrophe ».

Walter Benjamin, *Charles Baudelaire*, Paris, Payot, 1982, p. 342.

Les catastrophes qui s'enchaînent engendrent curieusement de grandes espérances. Peu après le désastre de Fukushima, *Le Monde* publiait une série d'articles aux titres bien sombres mais qui témoignaient en fait d'un optimisme à la fois naïf et paradoxal<sup>1</sup>. Ulrich Beck, le sociologue allemand mondialement connu pour sa théorie de la Société du risque, expliquait : « C'est le mythe du progrès et de la sécurité qui est *en train* de s'effondrer » ; selon le psychosociologue Harald Walzer, c'est « l'ère de la consommation et du confort qui va s'achever ». L'annonce que font ces articles de la clôture d'une époque, l'emploi du futur proche ou de la locution « en train de » trahissent une conception *téléologique* de l'histoire : la catastrophe n'est pas même refermée qu'elle présage déjà d'une aube nouvelle de responsabilité, de réflexivité et de souci écologique. Car cette fois-ci, bien entendu, les choses ne peuvent continuer « comme avant ».

---

<sup>1</sup> *Le Monde*, 26 mars 2011, desquels il faut distinguer l'article rageur et politique d'Isabelle Stengers, « Comment n'avaient-ils pas prévu ? »

D'où nous vient cet optimisme ? Outre la tradition millénariste si profondément ancrée dans nos représentations du désastre, ou bien la confiance progressiste dans notre capacité à réformer soudainement nos habitudes de pensée et de vie, ce qui ressort dans les articles post-Fukushima, c'est en fait la vulgate de la théorie de la postmodernité.

Car depuis les années 1980, dans la théorie sociale, la catastrophe technologique est devenue emblématique ou précurseur d'une immense rupture historique. Rupture avec le projet de maîtrise technique du monde, rupture avec l'idée de progrès, avec le mépris de la nature, avec le consumérisme... rupture en somme avec tout ce qui caractériserait la modernité elle-même. La catastrophe occupe une place essentielle dans le récit du dessillement postmoderne, car elle représente un moment d'involution de la modernité qui se trouve confrontée à ses propres créations.

C'est ce mouvement qu'a théorisé Ulrich Beck en 1986. Sous le titre ambigu de *La Société du risque* ce livre décrivait en fait une sortie du paradigme du risque et l'entrée dans celui de *l'incertitude*<sup>2</sup>. Son point de départ est que *les risques ont changé de nature*. Premièrement, ils ne sont plus naturels mais issus de la modernisation elle-même. Le progrès technique, au lieu de les diminuer, est devenu un facteur de risques. Deuxièmement, ces risques manufacturés se sont plus rigoureusement des risques, mais des *incertitudes*, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus calculables, on ne peut plus leur attribuer une probabilité et estimer leurs incidences, on ne peut donc plus simplement les assurer comme la société de la fin du XIXe siècle avait réussi à le faire pour les risques industriels<sup>3</sup>. En lien avec cette théorie, l'auteur annonçait aussi l'émergence d'une société postmoderne répudiant les certitudes (supposées) de la société industrielle, productiviste et progressiste du XIXe jusqu'aux trente glorieuses. Le politique dans la société postmoderne vit et s'organise autour du risque et dans *l'anticipation de la catastrophe*. On dit aussi de la modernité qu'elle est devenue *réflexive*, c'est-à-dire qu'elle questionne dorénavant sa propre dynamique.

---

<sup>2</sup> Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, 1986, Paris, Le Seuil, 2002. Soulignons que la catastrophe chez Beck n'est pas vraiment abordée en tant que telle, mais plutôt comme un phénomène dont l'anticipation transforme le social et le politique.

<sup>3</sup> Ulrich Beck cite d'ailleurs très souvent le livre de François Ewald, *L'État providence*, Paris, Grasset, 1986, qui traite de la mise en place des assurances contre les accidents du travail à la fin du XIXe, pour contraster les risques individuels et assurables du passé aux incertitudes contemporaines, comme si l'ouvrage de Ewald résumait à lui seul le paysage des risques industriels et écologiques auxquels étaient confrontées les sociétés du XIXe. Cf. Ulrich Beck, « From industrial society to the risk society: questions of survival, social structure and ecological enlightenment », *Theory and Culture*, vol. 9, 1991, p. 97-123 et *World at risk*, p. 7, 52, 53.

<b>Société industrielle (moderne, du progrès)</b>	<b>Société du risque (postmoderne, réflexive)</b>
Risques naturels	Risques produits
Risques locaux	Risques globaux
Risques instantanés	Risques indéfinis
Risques calculables et assurables	Incertitude
Incidence limitée, probabilité définie	Conséquences infiniment désastreuses, probabilité infiniment faible
Techniques analysables, déterminisme	Systèmes complexes, chaos
Assurances	Controverses sociotechniques
Inconscience environnementale	Ecologie scientifique
Irresponsabilité	Responsabilité pour le futur
Conflit social quant à la répartition de la production	Conflit social quant à la répartition des risques produits par la production

#### Modernité et modernité réflexive<sup>4</sup>

Si ce récit a connu un succès immense, bien au delà des sciences sociales, c'est que son efficacité rhétorique invitait à refonder le politique. Il fallait transformer nos institutions, les rendre aptes à gouverner non seulement les humains, mais aussi tous les êtres que la technique avait mobilisés pour notre confort. Les philosophes Michel Serres ou Bruno Latour entreprirent d'écrire une nouvelle constitution, un nouveau « contrat naturel » visant à intégrer humains et non-humains de manière symétrique dans nos « collectifs » ; des sociologues comme Michel Callon étudièrent à partir des années 1990 les « controverses sociotechniques », les « forums hybrides », les « conférences de consensus » et plus généralement toutes les formes délibératives et participatives qui devaient guider l'action politique dans un « monde incertain ». C'est dans ce triptyque théorique « société du risque », « société réflexive » et « participation » que se sont inscrits la majorité des travaux sociologiques des vingt dernières années portant sur la gestion du risque, des technosciences

<sup>4</sup> Ce tableau esquisse à grands traits la notion de modernité réflexive. Voir Ulrich Beck, *La société du risque, vers une autre modernité*, [1986] Aubier, 2001 ; Anthony Giddens, *Les conséquences de la modernité*, [1991] L'Harmattan, 1994 ; Nicklas Luhmann, *Risk a Sociological Theory*. New-York: De Gruyter, 1991 ; Helga Nowotny et Peter Scott, *Re-thinking science. Knowledge and the public in an age of uncertainty*, Londres, Polity Press, 2001. Les sociologues ont proposé diverses dénominations pour signifier la nouveauté radicale de notre temps : « société du risque », « modernisation réflexive » (Beck), « seconde modernité » (Giddens), « haute modernité » (Luhmann), « société de mode II » (Nowotny), « transformation de l'agir humain » (Jonas). Il faudrait souligner les différences d'approches entre la démocratisation de la technoscience (Beck ou Nowotny) et l'heuristique de la peur (Jonas). Mais ces auteurs se retrouvent d'accord quant au récit sous-jacent de transformation récente de l'agir technique.

et des catastrophes, travaux qui en filigrane semblaient préfigurer une démocratie élargie aux questions techniques et environnementales<sup>5</sup>.

Un quart de siècle a passé. L'espoir d'une société devenue enfin réflexive s'éloigne à mesure que la crise environnementale s'approfondit. Aussi est-il temps de questionner la pertinence du grand récit, ses lacunes historiques et sa vision optimiste du contemporain.

### **Nous n'avons jamais été modernes... mais nous l'avions toujours su !**

La position de Bruno Latour, quoique plus subtile, entérine finalement le grand récit de la postmodernité. Car si *Nous n'avons jamais été modernes*, (et ni postmodernes non plus donc), c'est bien maintenant seulement, grâce à la crise environnementale, que nous réalisons notre « a-modernité ». Selon Latour, les sciences et les techniques auraient multiplié de manière subreptice les hybrides de nature~société en même temps que la « constitution moderne » séparant science et politique, nous aurait empêché de les voir. Et c'est grâce au champ « science, technique et société » consacré à l'étude de ces hybrides (et dont Latour est un fondateur) que nous aurions enfin compris notre a-modernité. Le moment est assez solennel puisque se refermerait alors une parenthèse moderne (ou plutôt faussement moderne) de trois siècles.

En 1991, Bruno Latour ouvrait son fameux essai par une page de journal : la couche d'ozone, le virus du sida, ou un nouveau contraceptif tissaient ce jour-là les imbroglios de science, de droit et de politique qui fabriquent nos sociétés. Ouvrons maintenant le très officiel *Moniteur universel* pendant l'été 1800. En mai et juin, des médecins débattent pour savoir si la « vaccine », une mystérieuse maladie des vaches découverte en Angleterre, permettra d'éradiquer la variole ou bien causera la dégénérescence de la population. Le vaccin se transmettant de bras à bras, suivant une chaîne toujours plus longue, vacciner revenait à introduire un fluide ayant transité dans des centaines de corps humains, peut-être affectés de maladies héréditaires. Le médecin Marcus Herz demande un moratoire sur les vaccinations. Il faut étudier les conséquences de long terme du nouveau virus, sur deux générations au moins, avant de le propager aussi largement. À travers la vaccine c'est aussi la forme que doit prendre le pouvoir dans une société libérale qui est débattu : comment généraliser une pratique corporelle sans l'imposer ?

---

<sup>5</sup> Michel Serres, *Le contrat naturel*, Paris, François Bourin, 1990 ; Bruno Latour, *Politiques de la nature, comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999 ; Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*, Paris, Le seuil, 2001.

En août de la même année, alors que la sécheresse menace, plusieurs articles exposent les causes anthropiques de la diminution des eaux. Étant donné la capacité des plantes à absorber l'humidité, le déboisement aurait réduit la circulation globale de l'eau. Parallèlement, l'assèchement des marécages et l'endiguement des rivières restreignent la surface d'évaporation et donc l'humidité dans l'atmosphère. Les ruines de Palmyre au milieu du désert ou le déclin de bien d'autres civilisations orientales devraient servir d'avertissement aux gouvernements européens. En jeu : la politique de conservation forestière du Consulat et donc, entre autres, les finances publiques, le contrôle des populations rurales, les propriétés communales, les droits de pacages etc.

Sautons allégrement une génération. En 1822, après une série d'hivers rigoureux, le gouvernement français diligente une enquête sur le changement climatique : les préfets sont consultés pour savoir si les déboisements révolutionnaires ont modifié la météorologie de leur département. Le refroidissement étant global, des sociétés savantes à Lausanne, Bruxelles et Londres étudient également le problème. À la même époque, à Paris, les débuts du gaz d'éclairage suscitent une vive controverse : selon les opposants, l'explosion d'un gazomètre pourrait raser la capitale. La même année, le ministre de l'intérieur interdit les machines à vapeur près des habitations alors même qu'elles n'avaient causé aucun accident. À Marseille, c'est l'industrie chimique et les pollutions acides liées à la production de la soude, qui suscitent des plaintes et des centaines de procès.

Trente ans plus tard, la vaccine est encore objet de débat : des médecins tentaient de montrer qu'elle n'avait fait que déplacer la mortalité de l'enfance vers l'âge adulte en permettant la survie d'enfants chétifs ou pire en transformant la variole en 'variole interne' ou diphtérie. Ce bouleversement démographique aurait eu des conséquences désastreuses : des enfants toujours plus nombreux étaient à la charge d'une population laborieuse fauchée à la fleur de l'âge ; il aurait provoqué le paupérisme des années 1840, voire la révolution de 1848<sup>6</sup>. À la même époque, les paysans accusaient les usines chimiques de détruire les récoltes. Selon un agronome, « de Gênes à Grenoble, de Lyon à Dijon jusqu'à Strasbourg et Metz... le peuple attribue la maladie de la vigne au gaz d'éclairage<sup>7</sup> ». En Belgique, des manifestations contre

<sup>6</sup> Hector Carnot, *Petit traité de vaccinométrie*, 1849, 1857 ; Verdé-Delisle, *De la dégénérescence physique et morale de l'espèce humaine déterminée par le vaccin*, Paris, Charpentier, 1855 ; Armand Bayard, *Influence de la vaccine sur la population ou de la gastro-entérite varioleuse avant et depuis la vaccine*, Paris, Masson, 1855.

<sup>7</sup> Louis Leclerc, *Les vignes malades, rapport adressé à M. Le comte de Persigny, ministre de l'intérieur*, Paris, Hachette, 1853, p. 15.

les usines chimiques sont réprimées dans le sang. Comme les fumées se jouent des frontières nationales, certains appellent à une concertation des gouvernements européens<sup>8</sup>.

En 1855, Eugène Huzar, un avocat passionné par les techniques, publie *La fin du monde par la science*<sup>9</sup>. L'ouvrage, de nos jours largement oublié, est pourtant d'importance puisqu'il s'agit vraisemblablement de la première critique progressiste et catastrophiste du progrès. L'auteur ne rejette pas la science, mais la « science impresciente », c'est-à-dire le décalage entre les capacités techniques et les capacités de prévision. Ce décalage pourrait causer l'apocalypse : qui sait si en extrayant tonne après tonne de charbon on ne risque pas de déplacer le centre de gravité de la Terre et de produire un basculement de son axe ? Qui sait si les canaux interocéaniques ne perturberont pas les courants maritimes, causant ainsi des inondations dévastatrices ? Et qui sait si le déboisement et l'industrialisation n'entraîneront pas une catastrophe climatique : « dans cent ou deux cents ans le monde, étant sillonné de chemins de fer, de bateaux à vapeur, étant couvert d'usines, de fabriques, dégagera des billions de mètres cubes d'acide carbonique et d'oxyde de carbone, et comme les forêts auront été détruites, ces centaines de billions d'acide carbonique et d'oxyde de carbone pourront bien troubler un peu l'harmonie du monde »<sup>10</sup>.

À mesure que les historiens s'intéressent à ces questions, ils découvrent que la modernité n'a jamais été univoque dans sa vision mécaniciste de l'univers et dans son projet de maîtrise technique du monde. Apparaissent au contraire des cosmologies variées où la maîtrise de la nature n'impliquait pas son mépris mais, au contraire, la compréhension de ses lois et le projet de s'y soumettre pour agir efficacement et durablement<sup>11</sup>.

Comme l'ensemble hétéroclite de débats et de techniques que nous avons mentionnés l'indique, la modernisation technologique du XIXe siècle ne s'est pas réalisée dans un brouillard d'inconscience ou dans une frénésie moderniste. La modernité positiviste héritée du projet cartésien de maîtrise technique de la nature qui aurait pensé les techniques sans leurs

---

<sup>8</sup> Léon Peeters, *Guérison radicale de la maladie des pommes de terre et d'autres végétaux*, Namur, 1855, p. 63.

<sup>9</sup> Jean-Baptiste Fressoz, "Beck Back in the Nineteenth Century. Towards a genealogy of risk society" *History and Technology*, vol. 23, n°4, 2007, p. 333-350. Eugène Huzar, *La fin du monde par la science*, Paris, Ere, 2008 qui réédite des extraits des deux ouvrages de Huzar : *La fin du monde par la science* (1855) et *l'Arbre de la science* (1857).

<sup>10</sup> Huzar, 1857, 2008, p. 99.

<sup>11</sup> Sur l'épuisement des sols (peut être la plus grande question d'écologie politique du XIXe siècle) voir John Bellamy Foster, *Marx's ecology. Materialism and Nature*, New-York, Monthly Review Press, 2000 ; sur les anxiétés immenses reliant déforestation, changement climatique, érosion et inondation, voir Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, « Le climat fragile de la modernité », *La vie des idées*, 20 avril 2010.

conséquences lointaines semblait déjà caduque au début de la révolution industrielle. Les hommes qui l'ont accomplie et vécue étaient bien « conscients » de l'incertitude gigantesque produite par leurs choix technologiques et ils ont, sciemment, décidé de passer outre. Non seulement nous n'avons jamais été modernes, mais nous l'avions toujours su. Du point de vue de l'écriture historique, le récit postmoderne a donc l'inconvénient de faire passer par pertes et profits l'expérience passée de notre condition technoscientifique. En oblitérant la réflexivité des sociétés passées, il dépolitise l'histoire longue de la destruction des environnements et, inversement, en faisant valoir notre propre réflexivité il tend à naturaliser notre souci écologique.

### **Un avatar écologisé du progrès**

Pour une thèse de la postmodernité, la théorie de la société du risque paraît en effet extrêmement progressiste : elle dévoile le sens de l'histoire et le caractère héroïque de notre situation et fait de notre génération la première à avoir distingué, dans les lumières éblouissantes de la science, les ombres de ses dangers. Parce qu'elle distingue un passé aveugle et un présent *en voie* d'illumination, elle produit une nouvelle flèche du temps, indexée non pas au progrès technique mais à celui de notre réflexivité. La thèse de la société du risque pourrait bien être l'un des derniers avatars du discours du progrès, qu'elle reformule en téléologie du devenir réflexif de nos sociétés.

Cette résurgence du discours du progrès dans les années 1980 n'aurait pas porté à conséquence si, premièrement, elle n'avait pas eu lieu en pleine crise environnementale globale, si, deuxièmement, elle n'avait pas accompagné le démantèlement des régulations environnementales par l'offensive néolibérale et l'économie de l'offre, et si enfin, la focalisation objective du texte de Beck sur le risque n'avait pas caché son caractère extraordinairement optimiste, bref, si elle n'avait pas, en prétendant reconfigurer l'analyse du social, provoqué une crise profonde de la critique dont les outils furent rejetés comme caducs avant même d'avoir pu être appliqués à la question environnementale<sup>12</sup>. En 1986, Ulrich Beck était clair quant à la manière dont il fallait considérer ses réflexions (« un morceau de théorie sociale projective orientée empiriquement »). Le but politique était aussi clairement annoncé : « l'objectif est autre : il s'agit *d'éliminer* du champ de vision le passé qui règne encore, et d'y substituer l'avenir qui déjà aujourd'hui commence à prendre forme ».

---

<sup>12</sup> Voir aussi Bruno Latour, « why has the critique run out of steam? », *Critical Inquiry*, vol. 30, 2004, p. 225-248.

Cette phraséologie d'un présent gros d'un avenir que le commentateur sait distinguer, et plus encore cette manière de penser le présent comme un prologue constituent les signes immanquables de l'erreur téléologique. Dit autrement, le problème principal de la thèse de la société du risque est qu'elle tend à considérer comme imminente ou bien même déjà-là son utopie réflexive.

### **Continuer comme avant**

L'antienne de la « fin du progrès » que l'on entend après chaque catastrophe technologique, constitue sans doute le meilleur signe de l'optimisme trompeur des postmodernes. Dans les années 1970-2010, au milieu d'une période de haute technophilie (nucléaire civil, informatique, internet et émergence des biotechnologies entre autres), les philosophes et les sociologues concouraient dans l'idée d'une mort du progrès, sans réaliser combien l'artificialisation croissante du monde rendait ce constat dérisoire. Dès 1932, Lewis Mumford écrivait de l'idée de progrès, qu'elle était « la plus morte des idées mortes ». Que depuis Flaubert jusqu'aux postmodernes, le discours du progrès n'en finisse pas de trépasser, indique que sa réfutation ne portait guère à conséquence. Que le vocable de progrès ait, de nos jours, perdu de son lustre révèle simplement l'acceptation générale de sa logique : dans les sociétés contemporaines de la connaissance, unanimement tendues vers l'innovation et la maîtrise technique, c'est faute d'ennemi que le progrès a perdu son sens politique.

Loin d'être devenues réflexives, nos sociétés fétichisent comme jamais auparavant l'innovation. Elles en ont fait un synonyme de prospérité et les partis politiques, à droite comme à gauche, l'érigent en projet national. Depuis les années 1980, c'est l'ensemble des régulations économiques qui a été transformé afin rendre les économies plus flexibles, plus compétitives et plus innovantes. L'importance croissante du secteur privé dans la production de l'innovation, la soumission de la recherche scientifique à des objectifs de rentabilité économique et la nécessité pour les entreprises de sortir sans cesse de nouveaux produits accroissent les pouvoirs du capitalisme dans la définition de notre destin technique au détriment d'un contrôle démocratique médié par l'État et la recherche publique. Plus que jamais auparavant, la science est devenue une affaire guidée par des priorités financières antagoniques au principe de précaution. Le succès économique des firmes de biotechnologie ou la multiplication des nanoproduits démontrent s'il est besoin le lien intrinsèque entre la



rentabilité financière, via le Nasdaq et le capital risque, et le projet moderniste d'artificialisation du monde<sup>13</sup>.



Figure 1 : Les nouveaux fétiches : valeur, croissance et innovation (publicité pour Capgemini).

La seconde évolution fondamentale de la fin du dernier siècle, à savoir la globalisation économique, a permis aux pays riches de délocaliser les risques de la production industrielle. Les sociétés développées ne se méfient pas de la technologie, elles sont simplement parvenues à externaliser ses conséquences les plus négatives hors de l'Occident. Depuis que les multinationales délocalisent, au gré des coûts salariaux, la production industrielle mais aussi la recherche et développement, ni le progrès, ni son contrôle, ne sont dorénavant l'apanage des vieux pays industrialisés. La globalisation rend presque naïvement touchante la théorie de la réflexivité formulée par des philosophes et des sociologues issus d'une Europe marginalisée<sup>14</sup>.

Enfin, tout un ensemble d'instruments, d'idéologies et d'illusions de régulation ont accompagné ce double mouvement. Je n'en donnerai que quelques exemples.

<sup>13</sup> Sur l'évolution des technosciences en rapport aux logiques économiques néolibérales voir les analyses froides et lucides de Dominique Pestre : *Science, argent et politique. Un essai d'interprétation*, INRA éditions, 2003, p. 77-118 et « Des sciences et des productions techniques depuis trente ans. Chronique d'une mutation », *Le Débat*, 2010, n°160 et plus largement : David Harvey, *A Brief history of neoliberalism*, Oxford University Press, 2005.

<sup>14</sup> Curieusement, le dernier livre d'Ulrich Beck, *World at Risk*, Polity Press, 2007, qui vise à donner une perspective cosmopolite à la société du risque ne consacre pas un seul paragraphe à la Chine où se joue pourtant une bonne part de l'avenir la planète. C'est que la thèse de la modernité réflexive essentiellement fondée sur les cas du mouvement écologique allemand et des ONG environnementalistes occidentales se trouve prise à revers par la délocalisation de la production industrielle et de la R&D.

Prenons la notion de *seuil* étudiée par Nathalie Jas et Soraya Boudia dans le cas des substances cancérigènes. À la fin des années 1940, des toxicologues avertissent les gouvernements : à n'importe quel dose, certaines molécules issues de la chimie de synthèse accroissent le risque de cancer. Un consensus se forme pour bannir ces molécules de l'alimentation. En 1958, aux États-Unis, la clause *Delaney* interdit la présence de résidus de pesticide dans les aliments. Mais dans les années 1970, c'est finalement l'analyse coût/bénéfice (on tolère un risque en fonction de l'intérêt économique des substances) et la définition de seuils de tolérance qui s'imposent dans les instances de régulation. Les nouvelles normes internationales telles que « acceptable daily intakes » pour les aliments ou « threshold limit values » pour l'air opéraient un travestissement subtil : étant donné l'inexistence d'effet de seuil, elles consacraient en fait l'acceptation, pour des raisons économiques, d'un taux de cancer acceptable<sup>15</sup>.

Les vocables « soutenable » ou « durable » jouent un rôle similaire dans l'exploitation toujours plus intensive de la nature. L'histoire des ressources halieutiques est exemplaire à cet égard. Le principe du *maximum sustainable yield* mis en œuvre après la seconde guerre mondiale dans des traités internationaux (conférence de la FAO en 1955) consacre le principe que l'on peut, en toute quiétude, pêcher des quantités optimales préservant la ressource. Des modèles écologiques assez simples cautionnaient ainsi l'augmentation radicale des prises, de 20 millions de tonnes en 1950 à 80 millions en 1970. Mais les modèles définissant l'usage « durable » des stocks ne prenant pas en compte certains facteurs comme la structure des populations ou la dégradation des écosystèmes marins, ils ont conduit en quelques décennies à l'affaîssement généralisé des réserves halieutiques<sup>16</sup>.

Depuis peu, la notion de durabilité s'est métamorphosée en un puissant anxiolytique à destination des consommateurs consciencieux. Les entreprises ont très vite compris l'intérêt de cette catégorie malléable et de la certification environnementale car il serait toujours possible de trouver ou de créer un label garantissant la durabilité de leurs pratiques productives<sup>17</sup>. Malgré sa grossièreté, cette désinhibition du consumérisme a rapidement

---

<sup>15</sup> Soraya Boudia et Nathalie Jas, *Powerless Science? The Making of the Toxic World in the Twentieth Century*, New York et Oxford, Berghahn Books, à paraître en 2011.

<sup>16</sup> Philippe Cury et Yves Miserey, *Une mer sans poissons*, Paris, Calmann-Lévy, 2008

<sup>17</sup> Un exemple paroxystique : le bois de plantations réalisé après la destruction de forêts primaires au napalm en Tasmanie a pu recevoir un écolabel. Cf. [http://www.amisdela terre.org/IMG/pdf/Certifying\\_the\\_Incredible.pdf](http://www.amisdela terre.org/IMG/pdf/Certifying_the_Incredible.pdf). Voir aussi « Mauvais génie de la forêt », *Le Monde*, 8 avril 2011 sur le rôle du cabinet de conseil MacKinsey

conquis les espaces marchands et les esprits. Le problème principal de la notion de soutenabilité est qu'elle produit l'illusion d'une réconciliation effective des impératifs environnementaux et de l'efficacité économique, d'une croissance sous contrôle, et d'une nature sous la bonne garde des entreprises et des agences de certification.

Avec la question climatique, c'est la terre entière qui a été soumise au même principe d'optimisation de la nature. Les économistes ont repensé le climat à l'instar d'une ressource atmosphérique dont ils pouvaient maximiser la valeur actuelle nette en définissant des sentiers optimaux d'émission de CO<sub>2</sub>. Le changement global est ainsi traduit en problème de maximisation de la croissance économique sous contrainte climatique. Établis en 2007, les crédits carbone se sont effondrés puis sont remontés, ils vont sans doute continuer à tourner sans que l'on s'interroge suffisamment sur leurs référentiels matériels, car les cabinets d'audits environnementaux qui estiment les réductions d'émissions de CO<sub>2</sub> des « projets de développement propre » n'ont pas intérêt à se montrer trop sévères. Mais qu'importe, leur existence et leur échange suffisent à créer l'horizon d'une économie enfin écologisée<sup>18</sup>. Il est à craindre que ces techniques d'optimisation de la nature ne constituent que le leurre d'une présence humaine maîtrisée.

\*

Le Japon n'est pas l'URSS des années 1980 : les préoccupations environnementales y sont pressantes, le mouvement écologiste structuré, et les normes parmi les plus strictes au monde ; les élections sont démocratiques, la presse est indépendante et le niveau de vie extrêmement élevé<sup>19</sup>. Comment une société présentant toutes les conditions de la « réflexivité » a-t-elle pu accepter la construction de plusieurs dizaines de réacteurs dans un archipel sismique (et la même question se pose évidemment chez nous) ? Après la catastrophe, les décisions vont dans le même sens : « continuer comme avant ». La Chine et l'Inde confirment la construction d'une cinquantaine de réacteurs (tout en déclarant bien sûr tirer les leçons de la catastrophe) et le gouvernement français en profite pour vanter la technologie EPR. Quant au PDG de Toyota, il appelle ses compatriotes à « travailler aussi dur que possible pour

---

dans l'évaluation des projets REDD.

<sup>18</sup> Amy Dahan-Dalmedico (dir.), *Les modèles du futur. Changement climatique et scénarios économiques : enjeux politiques et économiques*, Paris, La Découverte, 2007 et Aurélien Bernier, *Le climat otage de la finance*, Paris, Mille et une nuits, 2008.

<sup>19</sup> Margaret A. McKean, *Environmental protest and citizen politics in Japan*, University of California Press, 1981.

reconstruire le pays et soutenir la croissance » (*Le Monde* du 8 avril 2011). Ce qu'enterre réellement la catastrophe de Fukushima, (après l'échec de la conférence de Copenhague, le faux succès de celle de Cancun ou la ruée actuelle sur les gaz de schiste), c'est bien le songe postmoderne d'une société devenue enfin réflexive.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 13 mai 2011

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)